

L'analyse de la stratégie de désendettement permet aux pouvoirs publics (ou aux organismes gouvernementaux) de :

- planifier et négocier les meilleures options disponibles en matière de financements et de nouveaux financements, en vue de financer le développement économique, la croissance et la réduction de la pauvreté ;
- maintenir les coûts et les risques de la dette aussi faibles et viables que possible à court et long terme ;
- négocier le maximum d'allègement de la dette auprès des créanciers, si besoin est ;
- évaluer les risques potentiels découlant de la dette du secteur privé et du passif éventuel.

Les principaux apports nécessaires pour mener une analyse de la stratégie de désendettement sont les suivants :

- base de données complète sur la dette, notamment sur les paiements projetés du stock et du service de la dette extérieure et intérieure, sur le passif éventuel de l'administration centrale et autres organismes gouvernementaux, ainsi que sur la dette du secteur privé ;
- analyse des [coûts et risques](#) de la dette, notamment ses taux d'intérêt et autres frais, son échéance et sa composition par devise et par type de taux d'intérêt ;
- analyse des options disponibles pour mobiliser de nouveaux financements [extérieurs](#) et [intérieurs](#) ;
- analyse des options disponibles pour [restructurer la dette extérieure existante](#) ;
- [projection macroéconomiques](#) détaillées, dont un scénario initial et des scénarios optimistes ou pessimistes pour le PIB, la balance des paiements et le budget ;
- prévisions sur les besoins de financement non comblés au titre des stratégies de développement et de réduction de la pauvreté au niveau national.

Ces apports sont alors combinés et analysés à l'aide d'un éventail d'outils informatisés pour évaluer la [viabilité](#) , de la dette, ainsi que les [coûts et les risques](#) , ce qui aboutit à des recommandations concernant l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de désendettement. Étant donné que les priorités des pouvoirs publics et les circonstances internationales changent fréquemment, il est conseillé d'actualiser les stratégies chaque année, de préférence en annexe au budget, de manière à déclencher un dialogue parlementaire

transparent. Il convient ensuite de les diffuser largement, en vue d'informer les bailleurs de fond potentiels pour le développement, ainsi que la société civile.

Derniers travaux accomplis par DFI dans ce domaine:

15 avril - DFI sélectionné pour un projet d'AT en RDC



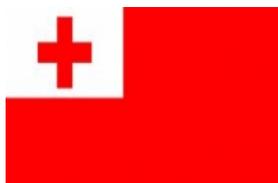
À la suite d'un processus d'appel d'offres, DFI a remporté un contrat d'assistance technique en RDC. Financé par la Banque africaine de développement, ces travaux accompagneront le pays dans la réforme du cadre juridique de la gestion de la dette et la conception d'une stratégie nationale de désendettement. Il est prévu que ce projet s'achève en 2015-2016.

28 février - Point d'achèvement pour les Comores



Les Comores deviennent le 35^e état à bénéficier d'un allègement de la dette dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés. Les créanciers du Club de Paris ont [convenu](#) d'une annulation de la dette à hauteur de \$8.06 millions d'USD, après que l'archipel ait rempli les conditions nécessaires et fait les progrès significatifs et positifs en termes de gestion économique.

25 nov-12 déc - Mission de plan de réforme au Tonga



Une mission conjointe Banque mondiale/DRI s'est rendue à Nuku'Alofa au Royaume du Tonga, pour préparer un plan de réforme de la gestion de la dette publique. Les recommandations étaient structurées autour de 4 domaines clés : stratégie d'endettement à moyen terme, risques opérationnels, coordination et capacités du personnel. Un avant-projet a été préparé et transmis aux autorités du Tonga pour commentaires. Un rapport final est prévu pour janvier 2013.

19-30 novembre – Mission de plan de réformes en RCA



DRI a participé avec la CNUCED à la mission de plan de réformes de la gestion de la dette en RCA conduite par la Banque mondiale. Cette mission s'est inscrite dans un contexte de formulation par la RCA et ses partenaires techniques et financiers d'un plan de réformes des finances publiques. Les quatre domaines de réformes identifiés sont : le cadre institutionnel et juridique, les procédures d'emprunt extérieur, le développement du marché financier intérieur, la gestion de la trésorerie et les risques opérationnels. La mission a présenté un projet de plan de réformes aux institutions nationales et aux bailleurs de fonds. La prochaine étape reste l'adoption des réformes proposées et leur mise en œuvre par la RCA.

12-16 novembre – Atelier Régional Francophone SDMT



Deux consultants DRI ont rejoint une équipe Banque mondiale à Dakar au Sénégal, pour

conduire un atelier de formation SDMT qui a regroupé 44 participants issus de 19 pays francophones et institutions. Sous l'égide du Debt Management Facility (*Mécanisme de gestion de la dette*), l'atelier a présenté aux participants le kit d'outils mis au point pour aider les pouvoirs publics à élaborer une SDMT. La formation a également familiarisé les participants avec le cadre SDMT et l'outil analytique, au travers d'exercices permettant aux utilisateurs de quantifier et de mesurer les performances de différentes stratégies de gestion de la dette sous divers scénarios-chocs.

9-19 novembre - Mission SDMT en Ethiopie



Une mission conjointe FMI/Banque mondiale/MEFMI/DRI s'est rendue à Addis Abeba pour conduire une mission de stratégie de la dette à moyen terme. 25 participants issus du Comité de la dette, du Département du Trésor et de la Banque centrale ont pris part à l'atelier pour se familiariser avec la méthodologie des IBW. Un avant-projet d'aide-mémoire a été soumis aux autorités éthiopiennes pour commentaires. Le pays élaborera par la suite sa propre stratégie de la dette basée sur les résultats de l'atelier et les recommandations proposées par l'aide-mémoire.

12-20 septembre - Mission SDMT en Côte d'Ivoire



Au lendemain de l'atteinte du point d'achèvement de l'IPPTE, une mission du FMI et de la Banque Mondiale avec la collaboration technique de DRI a eu lieu à Abidjan afin de doter le pays d'un document de stratégie à moyen terme de gestion de la dette. L'analyse de la dette existante a révélé les défis de l'apurement des arriérés intérieurs, de recapitalisation des banques publiques et du poids du service de la dette sur le budget de 2013 à 2015. Des simulations ont permis de proposer au pays une stratégie de référence ainsi que des stratégies alternatives en cas de chocs pour faire face aux défis du financement du programme de développement du pays, tout en sauvegardant la soutenabilité de la dette.

11-20 septembre - Mission SDMT au Cameroun



DFI a participé à une mission conjointe Banque mondiale-FMI qui s'est déroulée à Yaoundé pour fournir une assistance aux cadres camerounais à la formulation d'une stratégie de gestion de la dette à moyen terme. La mission les a formé aux concepts/notions de la stratégie de dette, au maniement de l'outil de formulation de la stratégie à travers des exercices d'application, et a évalué avec eux les coûts et risques liés au portefeuille de la dette existante et ceux issus des stratégies alternatives. Une restitution des résultats a été effectuée par les participants qui ont par ailleurs bénéficié de tous les fichiers et guides nécessaires à l'élaboration d'une stratégie de dette à moyen terme.

30 juillet - 8 août. Mission de plan de réformes au Burundi



DRI a pris part à une mission conduite par la Banque mondiale sur l'élaboration d'un plan de réformes de la gestion de la dette publique en faveur du Burundi. Le plan de réformes s'est focalisé sur quatre domaines prioritaires : le cadre juridique et institutionnel ; les risques opérationnels ; la prévision et gestion de la trésorerie ; la publication, l'analyse et la stratégie de gestion de la dette. Le plan d'action et le calendrier de mise en œuvre ont été partagés avec les autorités burundaises lors d'une séance de restitution des résultats de la mission qui a donné lieu à de fructueux échanges de vues.

13-22 juillet - Mission de plan de réforme au Vietnam



[Mission MFDS au Vietnam](#)



[Mission MFDS au Myanmar](#)



[Mission MFDS au Laos et au Cambodge](#)



[Mission MFDS au Djibouti](#)



[Mission MFDS au Cap Vert](#)



[Mission MFDS en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo](#)



[Dernière mission PRO/PPU en Ethiopie](#)



[Mission MFDS au Soudan du Sud](#)



[Mission MFDS au Timor-Leste](#)